

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 2810

[2004/202335]

11 MARS 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation des règlements d'ordre intérieur du Comité de direction du Ministère de la Région wallonne et du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, notamment l'article LI.TIX.CII.4;

Vu la délibération du Comité de direction du Ministère de la Région wallonne en date du 29 janvier 2004;

Vu la délibération du Comité de direction du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports en date du 16 février 2004;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement approuve les règlements d'ordre intérieur du Comité de direction du Ministère de la Région wallonne et du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports, dont les textes figurent en annexe.

Art. 2. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 mars 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

ANNEXE

REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR DU COMITE DE DIRECTION
DU MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

Article 1^{er}. Le Comité se réunit au moins une fois par mois à une date fixée par le président qui en établit l'ordre du jour.

Art. 2. Les convocations et l'ordre du jour de la séance sont adressés aux membres par le président au moins cinq jours ouvrables avant la date de la séance. Ils sont accompagnés des documents relatifs aux points inscrits à l'ordre du jour.

Art. 3. Le membre empêché en informe le secrétaire avant la séance.

Art. 4. Le secrétaire est désigné par le Comité parmi les fonctionnaires du Secrétariat général. En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire, le président désigne un autre fonctionnaire pour le remplacer.

Art. 5. Le Comité ne délibère valablement que si la majorité des membres sont présents. A défaut du quorum requis, le Comité peut être convoqué à huitaine sur le même ordre du jour et délibère alors valablement, quel que soit le nombre de membres présents.

Art. 6. Le Comité statue à la majorité absolue des suffrages exprimés. Il n'est pas tenu compte des abstentions et des refus de vote qui sont réputés ne pas exprimer un suffrage. En cas de parité des voix, celle du président est prépondérante.

Toute décision individuelle concernant les fonctionnaires est prise après un vote secret.

Dans les autres cas, les votes sont émis à main levée et tout membre qui s'abstient ou qui refuse de voter peut en faire connaître le motif, lequel est acté au procès-verbal.

L'approbation du procès-verbal et des motivations des décisions qu'il contient se fait à main levée.

Art. 7. Sur proposition du président, le Comité peut autoriser, lors de l'examen de points à l'ordre du jour, la présence de toute personne dont le témoignage, les compétences ou les connaissances sont de nature à éclairer ses travaux. La présence des personnes précitées est limitée à la discussion du point au sujet duquel elles sont invitées à s'exprimer; elles n'ont pas voix délibératives.

Art. 8. Les personnes assistant à une séance du Comité et qui sont personnellement concernées par l'un des points inscrits à l'ordre du jour quittent la séance durant l'examen du point.

Art. 9. Le membre du Comité désigné par le Gouvernement comme membre d'une chambre ou d'une commission de recours des services du Gouvernement ne participe pas aux délibérations du Comité lorsque celui-ci a à connaître d'une proposition de décision ou d'une décision susceptible de recours devant l'une de ces chambres ou commissions.

Art. 10. Les projets de procès-verbaux sont établis par le secrétaire et adressés à l'ensemble des membres par le président.

En l'absence de remarques au président dans les huit jours ouvrables de l'envoi, les différents points du procès-verbal sont réputés approuvés.

Un exemplaire du procès-verbal approuvé, signé par le président et le secrétaire, est adressé aux membres du Comité ainsi qu'aux Ministres.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 2004 portant approbation des règlements d'ordre intérieur du Comité de direction du Ministère de la Région wallonne et du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports.

Namur, le 11 mars 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR DU COMITE DE DIRECTION
DU MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

Article 1^{er}. Le Comité se réunit au moins une fois par mois à une date fixée par le président qui en établit l'ordre du jour.

Art. 2. Les convocations et l'ordre du jour de la séance sont adressés aux membres par le président au moins cinq jours ouvrables avant la date de la séance. Ils sont accompagnés des documents relatifs aux points inscrits à l'ordre du jour.

Art. 3. Le membre empêché en informe le secrétaire avant la séance.

Art. 4. Le secrétaire est désigné par le Comité parmi les fonctionnaires du Secrétariat général. En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire, le président désigne un autre fonctionnaire pour le remplacer.

Art. 5. Le Comité ne délibère valablement que si la majorité des membres sont présents. A défaut du quorum requis, le Comité peut être convoqué à huitaine sur le même ordre du jour et délibère alors valablement, quel que soit le nombre de membres présents.

Art. 6. Le Comité statue à la majorité absolue des suffrages exprimés. Il n'est pas tenu compte des abstentions et des refus de vote qui sont réputés ne pas exprimer un suffrage. En cas de parité des voix, celle du président est prépondérante.

Toute décision individuelle concernant les fonctionnaires est prise après un vote secret.

Dans les autres cas, les votes sont émis à main levée et tout membre qui s'abstient ou qui refuse de voter peut en faire connaître le motif, lequel est acté au procès-verbal.

L'approbation du procès-verbal et des motivations des décisions qu'il contient se fait à main levée.

Art. 7. Sur proposition du président, le Comité peut autoriser, lors de l'examen de points à l'ordre du jour, la présence de toute personne dont le témoignage, les compétences ou les connaissances sont de nature à éclairer ses travaux. La présence des personnes précitées est limitée à la discussion du point au sujet duquel elles sont invitées à s'exprimer; elles n'ont pas voix délibératives.

Art. 8. Les personnes assistant à une séance du Comité et qui sont personnellement concernées par l'un des points inscrits à l'ordre du jour quittent la séance durant l'examen du point.

Art. 9. Le membre du Comité désigné par le Gouvernement comme membre d'une chambre ou d'une commission de recours des services du Gouvernement ne participe pas aux délibérations du Comité lorsque celui-ci a à connaître d'une proposition de décision ou d'une décision susceptible de recours devant l'une de ces chambres ou commissions.

Art. 10. Les projets de procès-verbaux sont établis par le secrétaire et adressés à l'ensemble des membres par le président.

En l'absence de remarques au président dans les huit jours ouvrables de l'envoi, les différents points du procès-verbal sont réputés approuvés.

Un exemplaire du procès-verbal approuvé, signé par le président et le secrétaire, est adressé aux membres du Comité ainsi qu'aux Ministres.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 2004 portant approbation des règlements d'ordre intérieur du Comité de direction du Ministère de la Région wallonne et du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports.

Namur, le 11 mars 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 2810

[2004/202335]

11. MÄRZ 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung der Geschäftsordnungen der Direktionsausschüsse des Ministeriums der Wallonischen Region und des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, insbesondere des Artikels LI.TIX.CII.4;

Aufgrund des Beschlusses des Direktionsausschusses des Ministeriums der Wallonischen Region vom 29. Januar 2004;

Aufgrund des Beschlusses des Direktionsausschusses des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen vom 16. Februar 2004;

Auf Vorschlag des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Regierung genehmigt die Geschäftsordnungen der Direktionsausschüsse des Ministeriums der Wallonischen Region und des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen, deren Texte in der Anlage stehen.

Art. 2 - Der Minister des öffentlichen Dienstes wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. März 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ch. MICHEL

ANLAGE

GESCHAFTSORDNUNG DES DIREKTIONSAUSSCHUSSES DES MINISTERIUMS DER WALLONISCHEN REGION

Artikel 1 - Der Ausschuss versammelt sich mindestens einmal im Monat an einem vom Vorsitzenden bestimmten Termin. Der Vorsitzende legt die Tagesordnung fest.

Art. 2 - Der Vorsitzende schickt mindestens fünf Werktage vor dem Datum der Sitzung den Mitgliedern die Einberufungen und die Tagesordnung der Sitzung zu, denen er die Unterlagen betreffend die auf der Tagesordnung stehenden Punkte beifügt.

Art. 3 - Jegliches verhinderte Mitglied benachrichtigt den Sekretär vor der Sitzung über seine Verhinderung

Art. 4 - Der Sekretär wird vom Ausschuss unter den Beamten des Generalsekretariats bezeichnet. Wenn der Sekretär abwesend oder verhindert ist, bezeichnet der Vorsitzende einen anderen Beamten, um ihn zu ersetzen.

Art. 5 - Der Ausschuss ist nur dann beschlussfähig, wenn die Mehrzahl der Mitglieder anwesend sind. Mangels der erforderlichen Anzahl Mitglieder wird der Ausschuss innerhalb von acht Tagen mit derselben Tagesordnung neu einberufen. Seine Beschlüsse sind dann immer gültig, was die Anzahl der anwesenden Mitgliedern dann auch sein mag.

Art. 6 - Der Ausschuss beschließt mit der absoluten Mehrheit der abgegebenen Stimmen. Die Stimmenthaltungen und -verweigerungen werden nicht berücksichtigt, da sie nicht als gültige Stimmabgabe betrachtet werden. Bei Stimmgleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

Jeder individuelle Beschluss über Beamten wird nach einer geheimen Abstimmung getroffen.

In den anderen Fällen werden die Abstimmungen durch Handzeichen vorgenommen. Jedes Mitglied, das sich enthält oder verweigert, seine Stimme abzugeben, darf den Grund dazu bekanntgeben, welcher im Protokoll verzeichnet wird.

Die Genehmigung des Protokolls und der in ihm enthaltenen Begründungen der Beschlüsse erfolgt durch Handzeichen.

Art. 7 - Auf Vorschlag des Vorsitzenden kann der Ausschuss bei der Überprüfung von Punkten seiner Tagesordnung die Anwesenheit von Personen zulassen, deren Aussagen, Zuständigkeiten oder Kenntnisse dazu angetan sind, Aufschluss über seine Arbeiten zu geben. Die Anwesenheit dieser Personen wird nur auf die Beratung desjenigen Punktes beschränkt, für den sie um Erläuterung gebeten werden. Sie haben keine beschließende Stimme.

Art. 8 - Die Personen, die einer Sitzung des Ausschusses beiwohnen und von einem der Punkte der Tagesordnung persönlich betroffen werden, verlassen die Sitzung während der Überprüfung dieses Punktes.

Art. 9 - Das Mitglied des Ausschusses, das von der Wallonischen Regierung als Mitglied einer Widerspruchskammer oder eines Widerspruchsausschusses der Dienststellen der Wallonischen Regierung bezeichnet wird, wohnt den Beschlüssen des Ausschusses nicht bei, wenn er über einen Beschlussvorschlag oder einen Beschluss zu erkennen hat, der Gegenstand eines Widerspruchs vor dieser Kammer oder diesem Ausschuss sein kann.

Art. 10 - Der Sekretär stellt die Protokollentwürfe auf und der Vorsitzende stellt sie den gesamten Mitgliedern zu.

Wenn dem Vorsitzenden keine Bemerkungen binnen acht Werktagen nach der Übermittlung des Entwurfs mitgeteilt werden, wird davon ausgegangen, dass die verschiedenen Punkte des Protokolls angenommen worden sind.

Ein Exemplar des genehmigten und vom Vorsitzenden sowie vom Sekretär unterzeichneten Protokolls wird den Mitgliedern des Ausschusses sowie den Ministern zugeschickt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. März 2004 zur Genehmigung der Geschäftsordnungen der Direktionsausschüsse des Ministeriums der Wallonischen Region und des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen beigelegt zu werden.

Namur, den 11. März 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ch. MICHEL

GESCHAFTSORDNUNG DES DIREKTIONSAUSSCHUSSES DES WALLONISCHEN MINISTERIUMS FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

Artikel 1 - Der Ausschuss versammelt sich mindestens einmal im Monat an einem vom Vorsitzenden bestimmten Termin. Der Vorsitzende legt die Tagesordnung fest.

Art. 2 - Der Vorsitzende schickt mindestens fünf Werktage vor dem Datum der Sitzung den Mitgliedern die Einberufungen und die Tagesordnung der Sitzung zu, denen er die Unterlagen betreffend die auf der Tagesordnung stehenden Punkte beifügt.

Art. 3 - Jegliches verhinderte Mitglied benachrichtigt den Sekretär vor der Sitzung über seine Verhinderung

Art. 4 - Der Sekretär wird vom Ausschuss unter den Beamten des Generalsekretariats bezeichnet. Wenn der Sekretär abwesend oder verhindert ist, bezeichnet der Vorsitzende einen anderen Beamten, um ihn zu ersetzen.

Art. 5 - Der Ausschuss ist nur dann beschlussfähig, wenn die Mehrzahl der Mitglieder anwesend sind. Mangels der erforderlichen Anzahl Mitglieder wird der Ausschuss innerhalb von acht Tagen mit derselben Tagesordnung neu einberufen. Seine Beschlüsse sind dann immer gültig, was die Anzahl der anwesenden Mitgliedern dann auch sein mag.

Art. 6 - Der Ausschuss beschließt mit der absoluten Mehrheit der abgegebenen Stimmen. Die Stimmenthaltungen und -verweigerungen werden nicht berücksichtigt, da sie nicht als gültige Stimmabgabe betrachtet werden. Bei Stimmgleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

Jeder individuelle Beschluss über Beamten wird nach einer geheimen Abstimmung getroffen.

In den anderen Fällen werden die Abstimmungen durch Handzeichen vorgenommen. Jedes Mitglied, das sich enthält oder verweigert, seine Stimme abzugeben, darf den Grund dazu bekanntgeben, welcher im Protokoll verzeichnet wird.

Die Genehmigung des Protokolls und der in ihm enthaltenen Begründungen der Beschlüsse erfolgt durch Handzeichen.

Art. 7 - Auf Vorschlag des Vorsitzenden kann der Ausschuss bei der Überprüfung von Punkten seiner Tagesordnung die Anwesenheit von Personen zulassen, deren Aussagen, Zuständigkeiten oder Kenntnisse dazu angetan sind, Aufschluss über seine Arbeiten zu geben. Die Anwesenheit dieser Personen wird nur auf die Beratung desjenigen Punktes beschränkt, für den sie um Erläuterung gebeten werden. Sie haben keine beschließende Stimme.

Art. 8 - Die Personen, die einer Sitzung des Ausschusses beiwohnen und von einem der Punkte der Tagesordnung persönlich betroffen werden, verlassen die Sitzung während der Überprüfung dieses Punktes.

Art. 9 - Das Mitglied des Ausschusses, das von der Wallonischen Regierung als Mitglied einer Widerspruchskammer oder eines Widerspruchsausschusses der Dienststellen der Wallonischen Regierung bezeichnet wird, wohnt den Beschlüssen des Ausschusses nicht bei, wenn er über einen Beschlussvorschlag oder einen Beschluss zu erkennen hat, der Gegenstand eines Widerspruchs vor dieser Kammer oder diesem Ausschuss sein kann.

Art. 10 - Der Sekretär stellt die Protokollentwürfe auf und der Vorsitzende stellt sie den gesamten Mitgliedern zu.

Wenn dem Vorsitzenden keine Bemerkungen binnen acht Werktagen nach der Übermittlung des Entwurfs mitgeteilt werden, wird davon ausgegangen, dass die verschiedenen Punkte des Protokolls angenommen worden sind.

Ein Exemplar des genehmigten und vom Vorsitzenden sowie vom Sekretär unterzeichneten Protokolls wird den Mitgliedern des Ausschusses sowie den Ministern zugeschickt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. März 2004 zur Genehmigung der Geschäftsordnungen der Direktionsausschüsse des Ministeriums der Wallonischen Region und des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen beigelegt zu werden.

Namur, den 11. März 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ch. MICHEL

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 2810

[2004/202335]

11 MAART 2004. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van het directiecomité van het Ministerie van het Waalse Gewest en van het huishoudelijk reglement van het directiecomité van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer

De Waalse Regering,

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, inzonderheid op artikel LI.TIX.CII.4;

Gelet op de beraadslaging van het directiecomité van het Ministerie van het Waalse Gewest van 29 januari 2004;

Gelet op de beraadslaging van het directiecomité van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer van 16 februari 2004;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het huishoudelijk reglement van het directiecomité van het Ministerie van het Waalse Gewest en het huishoudelijk reglement van het directiecomité van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer, waarvan de tekst in bijlage gaat, zijn goedgekeurd door de Regering.

Art. 2. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 maart 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

Bijlage

HUISHOUELIJK REGLEMENT VAN HET DIRECTIECOMITE
VAN HET MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

Artikel 1. Het Comité vergadert minstens één keer per maand op de datum bepaald door de voorzitter, die ook de agenda vastlegt.

Art. 2. De oproepingen en de agenda worden minstens vijf werkdagen vóór de datum van de zitting door de voorzitter naar de leden gestuurd. Ze gaan vergezeld van de stukken betreffende de agendapunten.

Art. 3. Elk verhinderd lid verwittigt de secretaris vóór de zitting.

Art. 4. De secretaris wordt door het Comité onder de ambtenaren van het Secretariaat-generaal aangewezen. Indien de secretaris afwezig of verhinderd is, wijst de voorzitter een andere ambtenaar aan om hem te vervangen.

Art. 5. Het Comité beraadslaagt op geldige wijze indien minstens de helft van de leden aanwezig is.

Indien het quorum niet bereikt wordt, kan het Comité binnen acht dagen opnieuw bijeengeroepen worden voor dezelfde agenda. Het beraadslaagt dan op geldige wijze, ongeacht het aantal aanwezige leden.

Art. 6. Het Comité spreekt zich uit bij volstreekte meerderheid van de uitgebrachte stemmen. Er wordt geen rekening gehouden met onthoudingen en stemweigeringen, die geacht worden geen stem uit te brengen. Bij staking van stemmen is die van de voorzitter doorslaggevend.

Elke individuele beslissing betreffende ambtenaren wordt na een geheime stemming genomen.

In de andere gevallen wordt gestemd met opgestoken hand en mag ieder lid dat zich van stemming onthoudt of weigert te stemmen, zijn motivatie bekendmaken, hetgeen in de notulen vermeld wordt.

De notulen en de motivaties van de beslissingen die ze bevatten, worden bij opgestoken hand goedgekeurd.

Art. 7. Op voorstel van de voorzitter kan het Comité instemmen met de aanwezigheid van iedere persoon wiens getuigenis, bevoegdheden of kennis zijn werkzaamheden kunnen vergemakkelijken bij de bespreking van de agendapunten. De aanwezigheid beperkt zich tot de bespreking van het punt waarover bedoelde persoon verzocht wordt zich uit te spreken, zonder evenwel stemgerechtigd te zijn.

Art. 8. De personen die een zitting van het Comité bijwonen en die persoonlijk betrokken zijn bij één van de agendapunten, verlaten de zitting tijdens de bespreking van dat punt.

Art. 9. Het lid van het Comité dat door de Regering aangewezen wordt als lid van een beroepskamer of -commissie van de diensten van de Regering woont de beraadslagingen van het Comité slechts bij als dit laatste kennis moet nemen van een voorstel van beslissing of van een beslissing waartegen een beroep kan worden ingediend bij een kamer of een commissie.

Art. 10. De ontwerpen van notulen worden door de secretaris opgesteld en door de voorzitter naar alle leden verstuurd.

Als binnen acht werkdagen na de verzending geen opmerkingen bij de voorzitter ingediend worden, worden de verschillende punten van de notulen geacht goedgekeurd te zijn.

Een exemplaar van de goedgekeurde notulen, dat door de voorzitter en de secretaris getekend wordt, wordt aan de leden van het Comité en aan de Ministers gericht.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 2004 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van het directiecomité van het Ministerie van het Waalse Gewest en van het huishoudelijk reglement van het directiecomité van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer.

Namen, 11 maart 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

Bijlage

HUISHOUDELIJK REGLEMENT VAN HET DIRECTIECOMITÉ
VAN HET WAALSE MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

Artikel 1. Het Comité vergadert minstens één keer per maand op de datum bepaald door de voorzitter, die ook de agenda vastlegt.

Art. 2. De oproepingen en de agenda worden minstens vijf werkdagen vóór de datum van de zitting door de voorzitter naar de leden gestuurd. Ze gaan vergezeld van de stukken betreffende de agendapunten.

Art. 3. Elk verhinderd lid verwittigt de secretaris vóór de zitting.

Art. 4. De secretaris wordt door het Comité onder de ambtenaren van het Secretariaat-generaal aangewezen. Indien de secretaris afwezig of verhinderd is, wijst de voorzitter een andere ambtenaar aan om hem te vervangen.

Art. 5. Het Comité beraadslaagt op geldige wijze indien minstens de helft van de leden aanwezig is.

Indien het quorum niet bereikt wordt, kan het Comité binnen acht dagen opnieuw bijengeroepen worden voor dezelfde agenda. Het beraadslaagt dan op geldige wijze, ongeacht het aantal aanwezige leden.

Art. 6. Het Comité spreekt zich uit bij volstreekte meerderheid van de uitgebrachte stemmen. Er wordt geen rekening gehouden met onthoudingen en stemweigeringen, die geacht worden geen stem uit te brengen. Bij staking van stemmen is die van de voorzitter doorslaggevend.

Elke individuele beslissing betreffende ambtenaren wordt na een geheime stemming genomen.

In de andere gevallen wordt gestemd met opgestoken hand en mag ieder lid dat zich van stemming onthoudt of weigert te stemmen, zijn motivatie bekendmaken, hetgeen in de notulen vermeld wordt.

De notulen en de motivaties van de beslissingen die ze bevatten, worden bij opgestoken hand goedgekeurd.

Art. 7. Op voorstel van de voorzitter kan het Comité instemmen met de aanwezigheid van iedere persoon wiens getuigenis, bevoegdheden of kennis zijn werkzaamheden kunnen vergemakkelijken bij de bespreking van de agendapunten. De aanwezigheid beperkt zich tot de bespreking van het punt waarover bedoelde persoon verzocht wordt zich uit te spreken, zonder evenwel stemgerechtigd te zijn.

Art. 8. De personen die een zitting van het Comité bijwonen en die persoonlijk betrokken zijn bij één van de agendapunten, verlaten de zitting tijdens de bespreking van dat punt.

Art. 9. Het lid van het Comité dat door de Regering aangewezen wordt als lid van een beroepskamer of -commissie van de diensten van de Regering woont de beraadslagingen van het Comité slechts bij als dit laatste kennis moet nemen van een voorstel van beslissing of van een beslissing waartegen een beroep kan worden ingediend bij een kamer of een commissie.

Art. 10. De ontwerpen van notulen worden door de secretaris opgesteld en door de voorzitter naar alle leden verstuurd.

Als binnen acht werkdagen na de verzending geen opmerkingen bij de voorzitter ingediend worden, worden de verschillende punten van de notulen geacht goedgekeurd te zijn.

Een exemplaar van de goedgekeurde notulen, dat door de voorzitter en de secretaris getekend wordt, wordt aan de leden van het Comité en aan de Ministers gericht.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 2004 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van het directiecomité van het Ministerie van het Waalse Gewest en van het huishoudelijk reglement van het directiecomité van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer.

Namen, 11 maart 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL